

# Fiche 5 | Subvention aux TPE impactées par la crise liée au COVID-19

Fonds régional des territoires | Volet entreprise

RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTE

## Bénéficiaires de l'aide :

Les PME au sens communautaire, localisée sur le territoire de la CC2VV, et dont l'**effectif est compris entre 0 et 10 salariés** inclus en Equivalent Temps Plein.

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

**Sont exclues** les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

## Opérations éligibles :

Les projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire ;
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques ;
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux ;
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse ;
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique.

## Nature de l'aide :

L'aide se fera sous forme d'une subvention, selon les conditions suivantes :

- Le taux d'intervention est calculé en fonction du montant des dépenses éligibles :
  - 100 % pour un montant de dépenses éligibles inférieur à 1 000 € ;
  - 70 % pour un montant de dépenses éligibles compris entre 1 000 € et 2 500 € ;
  - 50 % pour un montant de dépenses éligibles supérieur à 2 500 € ;
  - Le taux des éventuelles autres aides accordées à l'entreprise pour un même projet est déduit des taux applicables ici présentés ;
- Plafonnée à 5 000 €.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial, etc.) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

Cette aide entre dans le champ d'application du règlement n°1407/2013 de la commission européenne relatif aux aides *de minimis*.



## Dépenses éligibles :

### **Sont éligibles les dépenses suivantes :**

- Les investissements matériels immobilisables ;
- Les investissements immatériels ;
- Les charges des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital.

### **Ne sont pas éligibles :**

- Les aides à l'immobilier d'entreprise (qui relèvent de la fiche 2 du présent règlement, le cas échéant).

## Modalités :

### **Avant le démarrage du projet :**

**L'octroi de l'aide est soumis au dépôt d'un dossier de demande d'aide, *avant* engagement de l'action.**

Ce dossier doit comprendre les éléments suivants :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années (dont les aides *de minimis*) ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale ;

L'octroi de l'aide n'est pas automatique et relève de la compétence exclusive du conseil communautaire, après avis de la commission économie.

Une même entreprise ne peut bénéficier qu'une seule fois de cette aide.

## Financement et durée de la fiche 5 :

La présente fiche fera l'objet de 2 appels à projet, dotés chacun de 50 % de l'enveloppe totale :

- Le premier se déroulera jusqu'à la fin de l'année 2020 ;
- Le second aura lieu au cours de l'année 2021.

Dans le cadre où le montant d'aide des projets présentés viendrait dépasser l'enveloppe allouée, les élus de la CC2VV se réservent le droit de classer ces projets en fonction de leur degré de réponse aux critères d'éligibilité.

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrits dans la convention votée en assemblée plénière du Conseil régional des 25 et 26 juin 2020 sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables.

Le financement du volet entreprise du fonds régional des territoires est assuré par le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté à hauteur de 4 € par habitant, soit un montant total de 64 564 € pour le territoire de la CC2VV.

L'octroi des aides prévues par ce règlement d'intervention fait l'objet d'une convention de délégation aux EPCI conformément à l'article L.1511-2 et L.1111-8 CGCT.

La convention qui lie la CC2VV et la région arrive à échéance le 31 décembre 2021.

